

## Fiche 1 Financement du système public de santé : inquiétudes à l'horizon

### 1. L'abolition de la contribution santé plus tôt que prévu

Le Plan économique du Québec prévoit l'abolition de la contribution santé rétroactivement à 2016 pour l'ensemble des contribuables ayant un revenu de 134 095 \$ ou moins<sup>1</sup>. Le remboursement de la contribution santé payé en 2016 représente d'un côté, une réduction du fardeau fiscal des particuliers de 441 M\$<sup>1</sup>, mais de l'autre, une part des surplus qui ne seront pas investis dans le système public de santé.

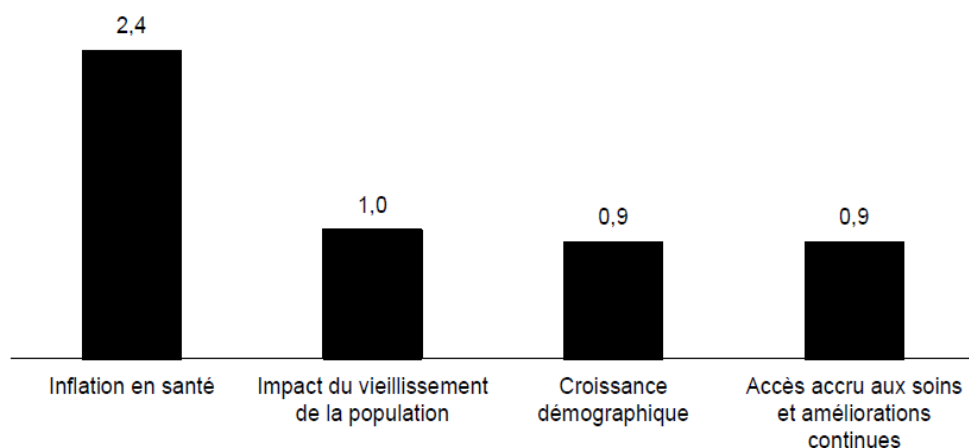
### 2. La croissance des besoins demeure plus rapide que celle des budgets

Le budget du grand portefeuille de Santé et Services sociaux affichera une croissance de 4,2 % en 2017-2018, de 3,8 % en 2018-2019 et de 3,1 % en 2019-2020<sup>1</sup>. Pourtant, les dépenses réelles de santé augmentent à un rythme beaucoup plus rapide. En effet, le *Conference board du Canada* a estimé en 2016 que la croissance annuelle moyenne des dépenses en santé des provinces et des territoires sera de 5,2 % de 2015 à 2035<sup>1</sup>.

#### En bref :

- La croissance des dépenses de santé est expliquée par 4 grands facteurs : l'inflation, le vieillissement de la population, la croissance démographique et l'amélioration continue des soins.
- L'inflation est le facteur qui aura le plus d'impact dans la croissance des dépenses de santé de 2015 à 2035, comme il prend en compte notamment la croissance prévue des salaires et du coût des médicaments (voir graphique ci-dessous).

**Ventilation moyenne de la croissance de 5,2 % des dépenses en santé des provinces et des territoires selon le Conference Board du Canada, de 2015 à 2035**  
(en pourcentage)



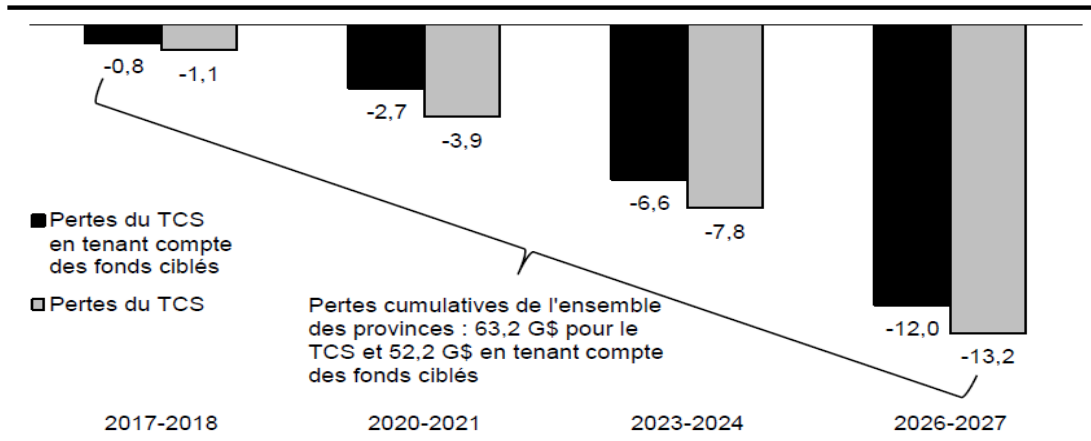
Source : Conference Board du Canada.

### 3. L'effritement de la participation du fédéral au financement de la santé

En décembre dernier, le gouvernement fédéral a décidé de maintenir la décision du gouvernement conservateur de diminuer de moitié la croissance annuelle du Transfert canadien en matière de santé (TCS). Il a également proposé des fonds ciblés de 11 milliards de dollars hors TCS<sup>2</sup>. De ce montant, le Québec a obtenu un versement de 2,5 milliards sur dix ans<sup>1</sup>.

Comme le montre le graphique plus bas, pour la seule année 2017-2018, la perte financière globale pour les provinces est évaluée à 1,1 milliard de dollars<sup>2</sup>. Pour le Québec, il s'agit d'une perte estimée à 250 millions de dollars pour la même période<sup>2</sup>.

**Impact de la baisse de la croissance annuelle du Transfert canadien en matière de santé (TCS) de 6 % au PIB nominal canadien et plancher de 3 %**  
(en milliards de dollars)



Sources : Ministère des Finances du Canada et ministère des Finances du Québec.

#### Références

<sup>1</sup>Ministère des Finances, Le Plan économique du Québec – Mars 2017

<sup>2</sup>Ministère des Finances, Le financement de la santé, Pour une juste part du financement fédéral en santé – Mars 2017

#### En bref :

- La croissance globale du TCS dépend du PIB nominal, avec un plancher de 3 %. Le financement additionnel est donc lié à la vigueur de l'économie canadienne.
- La répartition du TCS entre les provinces est faite en considérant uniquement le nombre d'habitants. Comme les coûts de santé augmentent plutôt avec le poids des aînés dans la population et que le Québec est l'une des provinces dont la population est la plus vieillissante, ce n'est pas une bonne nouvelle.

### 4. Enjeux pour les professionnelles en soins

Comme les besoins augmentent toujours plus vite que les budgets, le système public de santé devra rapidement faire face au désinvestissement dans les services et les soins observé sur le terrain. Seul un réinvestissement massif en prévention, dans les soins à domicile et dans les soins de fin de vie pourrait permettre aux professionnelles de soins de souffler un peu.

En combinant cette situation avec le vieillissement rapide de la population québécoise, l'augmentation de l'espérance de vie et la diminution de la population active, force est d'admettre que de nouvelles coupures sont malheureusement à venir.